



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale des douanes  
et droits indirects**

MINISTÈRE CHARGÉ DU BUDGET DES COMPTES PUBLICS  
Direction Générale Des Douanes et Droits Indirects  
Sous-Direction des Finances et des Achats  
Bureau Achats (FIN 2)  
11, Rue des Deux Communes  
93 558 MONTREUIL CEDEX

## **CONSULTATION N° 2025-03**

**PRESTATIONS DE COLLECTE, STOCKAGE ET DESTRUCTION  
DE BOUTEILLES DE GAZ ILLICITES CONTENANT DES GAZ A  
EFFET DE SERRE FLUORES AINSI QUE DES SUBSTANCES  
APPAUVRISSANT LA COUCHE D'OZONE AU PROFIT DE LA  
DGDDI.**

**LOT 1 : COLLECTE ET DESTRUCTION DES BOUTEILLES DE  
GAZ.**

**LOT 2 : COLLECTE ET STOCKAGE SECURISE DES BOUTEILLES  
DE GAZ.**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(CCTP)**

**MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION**

en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 4° et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel à la concurrence

## Table des matières

Table des matières.....	2
Article 1 - Contexte et objet du marché.....	4
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Présentation de la douane.....	4
1.3 Présentation des missions de la douane.....	5
1.4 Contexte du marché.....	6
Article 2 - Acteurs du marché .....	7
Article 3 - Exigences communes relatives aux deux lots.....	7
3.1 Normes techniques et réglementaires.....	7
3.1.1 Documents législatifs et réglementaires .....	7
3.1.2 Documents à appliquer dans le cadre de l'exécution des prestations .....	8
3.2 Clauses environnementales.....	8
3.2.1 Livrables .....	8
3.2.2 Motorisation du parc de véhicules dédiés à l'exécution des prestations.....	8
3.3 Plan de progrès .....	9
3.4 Devis .....	9
3.5 Données de Reporting .....	10
Article 4 - Comitologie.....	10
4.1 Réunion de lancement .....	10
4.2 Comités contractuels .....	11
4.3 Comité contractuel de fin de marché.....	11
Article 5 - Lieux d'exécution .....	11
Article 6 - Nature des prestations .....	12
6.1 Périmètre des prestations du lot n° 1 .....	12
6.2 Périmètre des prestations du lot n° 2.....	12
Article 7 - Description des prestations du Lot n° 1.....	13
7.1 Cadrage de la prestation .....	13
7.1.1 Demande d'Acceptation Préalable et Certificat d'Acceptation Préalable.....	13
7.1.2 Protocole de sécurité .....	13
7.2 UO 1 - Collecte et transport des bouteilles de gaz .....	14
7.2.1 Objet de la prestation.....	14
7.2.2 Exigences /caractéristiques .....	14
7.2.3 Livrables .....	15
7.2.4 Délais d'exécution de la prestation.....	15
7.3 UO 2 - Conditionnement des bouteilles de gaz .....	16
7.3.1 Objet de la prestation/description .....	16
7.3.2 Exigences/caractéristiques .....	16
7.3.3 Livrables .....	17
7.3.4 Délais d'exécution de la prestation.....	17
7.4 UO 3 – Prestation de destruction de gaz.....	18

7.4.1	Objet de la prestation/description .....	18
7.4.2	Exigences/caractéristiques .....	18
7.4.3	Livrables .....	18
7.4.4	Délais d'exécution de la prestation.....	19
Article 8 -	Description des prestations du Lot n° 2 .....	19
8.1	Cadrage de la prestation .....	19
8.2	UO 1- Collecte et transport des bouteilles de gaz .....	19
8.2.1	Objet de la prestation/description.....	19
8.2.2	Exigences/caractéristiques .....	19
8.2.3	Livrables .....	20
8.2.4	Délais d'exécution de la prestation.....	20
8.3	UO 2- Conditionnement des bouteilles de gaz .....	21
8.3.1	Objet de la prestation/description .....	21
8.3.2	Exigences/caractéristiques .....	21
8.3.3	Livrables .....	22
8.3.4	Délais d'exécution de la prestation.....	22
8.4	UO 3 – Stockage sécurisé des bouteilles de gaz.....	23
8.4.1	Objet de la prestation/description .....	23
8.4.2	Exigences/caractéristiques .....	23
8.4.3	Livrables .....	24
8.4.4	Délais d'exécution de la prestation.....	24
8.5	UO4- Prestation de Réversibilité.....	25
8.5.1	Objet de la prestation /description .....	25
8.5.2	Exigences/caractéristiques .....	25
8.5.3	Livrables .....	26
8.5.4	Délais d'exécution de la prestation.....	26

---

## Article 1 - Contexte et objet du marché

---

### 1.1 Objet du marché

---

Le présent marché, alloti en deux lots, a pour objet la réalisation de prestations de collecte, stockage et destruction des bouteilles de gaz illicites contenant des gaz à effet de serre fluorés et des substances appauvrissant la couche d'ozone, au profit de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

Le **lot n° 1** a pour objet la collecte et la destruction de bouteilles de gaz.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire du lot n° 1 est chargé de réaliser les prestations suivantes :

- La collecte et le transport des bouteilles de gaz ;
- Le conditionnement des bouteilles de gaz ;
- La destruction des gaz.

Le **lot n° 2** a pour objet la collecte et le stockage sécurisé des bouteilles de gaz.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire du lot n° 2 est chargé de réaliser les prestations suivantes :

- La collecte et le transport des bouteilles de gaz ;
- Le conditionnement des bouteilles de gaz ;
- Le stockage sécurisé des bouteilles de gaz ;
- Une prestation de réversibilité.

**Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « CCTP »), commun aux deux lots, décrit les prestations attendues et leurs spécifications techniques.**

L'exécution des prestations demandées est soumise à une obligation de résultat. Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations commandées par la Douane, telles que décrites dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et à atteindre les résultats dans les délais attendus.

### 1.2 Présentation de la douane

---

Riche d'une histoire de plus de deux siècles, en prise avec les enjeux contemporains (accélération des échanges commerciaux, nouvelles technologies, nouvelles menaces), la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI), rattachée au Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, est l'administration de la frontière et de la marchandise.

La douane est chargée de tenir les frontières, qu'elles soient terrestres, maritimes, physiques ou numériques, afin d'assurer la protection du territoire, des citoyens et des intérêts économiques et financiers nationaux et communautaires.

Outre son rôle traditionnel de régulation des flux de marchandises, plus de 16 500 agents de la douane effectuent des missions variées de :

- Missions de lutte contre la fraude et les grands trafics internationaux,
- Missions économiques (contrôle de conformité des marchandises, perception de droits de douane et des taxes associées, facilitation des échanges pour les entreprises),
- Missions fiscales.

### 1.3 Présentation des missions de la douane

---

La fonction douane est fondamentalement régaliennne. L'identité de la Douane est ainsi construite autour de deux piliers, qui parfois se rejoignent, mais constituent chacun une identité forte : la frontière et la marchandise.

La Douane est chargée de tenir les frontières, qu'elles soient terrestres, maritimes, physiques ou numériques, afin d'assurer la protection du territoire, des citoyens et des intérêts économiques et financiers nationaux ou communautaires :

- La douane assure le traitement des flux de marchandises au passage en frontière avec des moyens en constante évolution pour s'adapter aux enjeux nouveaux, tels que le déploiement d'un dispositif innovant de dédouanement dit « frontière intelligente » dans le cadre du Brexit ou le projet de guichet unique numérique dans les ports ;
- Première administration civile à la mer, la douane concourt à l'action de l'État en mer. Une direction nationale garde-côtes des douanes a été créée en 2019 afin de renforcer son rôle dans la surveillance de la frontière maritime ;
- La douane investit la frontière numérique. Tenir la frontière numérique, c'est faire en sorte que les produits achetés en ligne et acheminés depuis l'étranger n'échappent pas à l'impôt et au respect des normes françaises et européennes, et soient donc traités comme le commerce de détail en ville. C'est aussi empêcher que ces envois servent à introduire des marchandises illicites ou dangereuses, comme les stupéfiants, les contrefaçons ou les faux médicaments ;
- La douane est présente à l'international grâce à son réseau d'attachés douaniers et dans les dispositifs européens de protection des frontières extérieures de l'Union européenne (dispositif Frontex) ;
- La douane est garde-frontières et à ce titre, elle participe pleinement à la mission de contrôle migratoire aux points de passage frontaliers.

La douane contrôle les marchandises pour protéger la population, l'environnement et l'économie :

- La douane lutte contre les trafics, la criminalité organisée et le financement du terrorisme grâce au recours à de nouvelles technologies basées sur l'intelligence artificielle et l'exploitation en masse de données ;
- La douane est chargée du contrôle de la conformité des marchandises aux normes exigées sur le territoire de l'Union européenne ;
- La douane est présente aux côtés des entreprises en les accompagnant dans leurs opérations douanières pour sécuriser leurs circuits logistiques ;
- La douane assure la régulation des secteurs spécifiques des contributions indirectes et de la viticulture en sécurisant la production et la circulation de leurs produits.

## 1.4 Contexte du marché

---

Le projet d'achat résulte d'un nouveau besoin identifié par l'administration suite à l'entrée en vigueur du paquet législatif « polluants et émissions » qui comprend le règlement (UE) 2024/573 relatif aux gaz à effet de serre fluorés (F-gaz) et le règlement (UE) 2024/590 relatif à certaines substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO), de la Commission européenne.

En avril 2022, la Commission européenne a proposé un paquet « polluants et émissions » incluant un projet de refonte du règlement 517/2014 relatif aux gaz à effets de serre fluorés (F-Gaz) et un projet de révision du règlement 1005/2009 relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Ce paquet répond à la nécessité de se conformer aux dispositions du protocole de Montréal et participe de l'ambition du pacte vert pour l'Europe de réduire d'au moins 55 % les émissions nettes de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990.

Ces deux projets sont entrés en vigueur le 11 mars 2024 sous les références suivantes :

- Règlement (UE) 2024/573 relatif au gaz à effet de serre fluorés (F-gaz) ;
- Règlement (UE) 2024/590 relatif à certaines substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO).

A rebours des versions précédentes de ces textes qui laissaient aux États membres des marges de manœuvre importantes sur les solutions à mettre en œuvre, les nouvelles dispositions développent une approche plus stricte concernant le devenir des marchandises illicites :

- Les bouteilles non rechargeables de gaz, vides, ou entièrement ou partiellement remplies doivent être saisies et éliminées. Leur réexportation est interdite ;
- Dans le cas des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO), la réexportation des produits et des équipements préchargés en gaz SAO est interdite. Les gaz doivent être détruits ;
- Dans le cas des gaz à effet de serre fluorés, la réexportation des produits et équipements interdits visés à l'annexe IV, ainsi que des parties de ceux-ci, n'est autorisée que si la non-conformité a été constatée avant la mise en libre pratique des marchandises. Si la constatation a lieu après la mise en libre pratique, ces produits et équipements doivent être éliminés et le gaz récupéré avant leur élimination.

Jusqu'à présent, une majorité des États membres, dont la France, pratiquait la ré-exportation de la marchandise. Le paquet « polluants et émissions » limite donc drastiquement et explicitement cette pratique.

En outre, ces réglementations prévoient la mise en place d'une liaison EU-CERTEX qui permet un contrôle documentaire automatisé et systématique à l'entrée et à la sortie du territoire douanier de l'Union, ce qui a pour effet d'augmenter significativement le volume de marchandises illicites identifiées.

Sur ces deux textes, la douane est l'autorité de contrôle à la frontière (importation, exportation, transit) et devra s'assurer de la destruction des marchandises abandonnées, confisquées ou détruites avant jugement sur le fondement de l'article 389 bis du code des douanes.

---

## Article 2 - Acteurs du marché

---

Le bureau des achats FIN2 (DG/FIN2), implanté au sein de la sous-direction des finances et des achats de la Direction générale des douanes et droits indirects à Montreuil (93), pilote la stratégie d'achats et la politique d'approvisionnement de la douane.

Le bureau des achats FIN2 est notamment chargé de la passation des marchés publics et du suivi de l'exécution de l'ensemble des prestations du présent accord-cadre pendant toute sa durée de validité.

Les directions interrégionales des douanes ainsi que certains services à compétence nationale localisées en France Métropolitaine et dans les DROM-COM, où la collecte des bouteilles devrait être réalisée au titre du présent accord-cadre, constitueront les interlocuteurs privilégiés en collaboration avec les bureaux JCF2 (Bureau Politique des contrôles) et COMINT2 (Bureau Restriction et sécurisation des échanges) de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, **sans délai**, l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé de l'interlocuteur du titulaire. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède au remplacement de son interlocuteur dans un délai de **quinze (15) jours ouvrés maximum**, à compter de la demande de l'acheteur ou de la proposition de remplacement

---

## Article 3 - Exigences communes relatives aux deux lots

---

### 3.1 Normes techniques et réglementaires

---

#### 3.1.1 Documents législatifs et réglementaires

Le référentiel pour la réalisation des prestations du marché comprend l'ensemble des textes législatifs et réglementaires (lois, décrets, arrêtés, circulaires, etc.) applicables à ces prestations.

Au titre de son obligation de conseil définie à l'article 8.2 du CCAP, pendant l'exécution du marché, il appartient au titulaire d'analyser les évolutions de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires (lois, décrets, arrêtés, circulaires, etc.) applicables à la réalisation des prestations du marché, ayant un impact sur la réalisation des prestations du marché, et d'avertir l'administration des conséquences contractuelles de ces évolutions.

### **3.1.2 Documents à appliquer dans le cadre de l'exécution des prestations**

Le référentiel technique et les documents à appliquer pour toutes les prestations du titulaire sont conformes aux normes françaises homologuées et aux normes européennes et en particulier aux réglementations suivantes, à titre indicatif :

- Règlement (UE) 2024/573 relatif au gaz à effet de serre fluorés (F-gaz) ;
- Règlement (UE) 2024/590 relatif à certaines substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) ;
- Directive n° 2012/18/UE du 04/07/12 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil (SEVESO III) ;
- Directive 2008/68/CE relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;
- Règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006 ;
- Le Code de l'Environnement Livre V ;
- L'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres ;
- Arrêté du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression.

Les documents du référentiel peuvent évoluer durant le marché. Le titulaire est tenu d'appliquer toute nouvelle norme ou décret réglementaire dès parution de celui-ci et sans que la DGDDI n'ait à l'en informer.

## **3.2 Clauses environnementales**

---

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants s'inscrivent dans le cadre d'actions de développement durable.

L'ensemble des travaux menés par le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent satisfaire aux contraintes réglementaires et environnementales pour toutes les prestations demandées dans le présent CCTP.

### **3.2.1 Livrables**

Tous les documents doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent).

### **3.2.2 Motorisation du parc de véhicules dédiés à l'exécution des prestations**

L'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitée.

Le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicule (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

Les véhicules relèvent de la vignette Crit'Air1 et/ou Crit'Air verte.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.



Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché (et en cours d'exécution en cas d'ajout de véhicules, sur simple demande et dans le délai mentionné à l'occasion de la demande), les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, du type de motorisation, la norme Euro, abonnement, titres de transport ...).

### 3.3 Plan de progrès

---

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai **d'un (1) an** après la notification du marché.

Les modalités de mises en œuvre de ce plan de progrès sont décrites à l'article 6.6 du CCAP.

### 3.4 Devis

---

Avant d'émettre un bon de commande, l'acheteur, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à des échanges préalables avec le Titulaire et de lui demander de lui fournir une proposition technico-financière (Devis) détaillant :

- Le périmètre de la prestation ;
- Le planning détaillé ou à défaut un macro-planning ;
- Les UO à mobilisées.

Sauf précision explicite, le Titulaire établit et transmet un devis dans un délai de **trois (3) jours ouvrés maximum** à compter de la demande de l'acheteur. A la réception du devis, l'acheteur peut demander des explications complémentaires, voire la tenue d'une réunion.

En cas de demande :

- D'explications complémentaires par l'acheteur, le Titulaire fournit lesdites explications dans un délai de **deux (2) jours ouvrés** à compter de la réception de la demande, celles-ci pouvant s'accompagner de la fourniture d'un devis modifié ;
- De réunion par l'acheteur, ladite réunion, organisée et animée par le Titulaire, se tient dans un délai de **trois (3) jours ouvrés** à compter de la réception de la demande. Dans le cas où les conclusions de la réunion entraînent l'émission d'un devis modifié, le Titulaire dispose de **deux (2) jours ouvrés** pour fournir sa nouvelle proposition.

Dans l'hypothèse d'un accord de la Douane sur le devis (initial ou modifié) proposé par le Titulaire, le bon de commande est émis sur la base de celui-ci.

**Dans tous les cas, avant toute intervention, un échange préalable est réalisé entre l'acheteur et le titulaire, incluant notamment l'envoi de photographies des bouteilles. Ces éléments permettront de valider le contenu et l'état des bouteilles avant l'émission du bon de commande.**

### 3.5 Données de Reporting

---

Afin de réaliser le suivi d'exécution, le titulaire s'engage à fournir annuellement et à la demande de l'acheteur, indépendamment de Trackdéchets, des états statistiques et des reporting établis à plusieurs niveaux de consolidation :

- Par donneur d'ordre (au niveau déconcentré);
- Au niveau national pour l'ensemble de la Douane.

Les états statistiques et données de reporting sont fournis soit par un Extranet permettant de récupérer les données relatives aux collectes (date, producteur, typologie déchet, type emballage, quantité collectée, exutoire, etc.), soit une extraction de ces données dans un format compatible sous forme de tableur.

Ces données comprennent *a minima* :

- Le nombre de collecte réalisée (par donneur d'ordre);
- Le nombre/ volume de bouteilles de gaz traitées ou stockées, le cas échéant ;
- Les types de contenant (bouteilles de gaz) concernés ;
- Les types de gaz concernés ;
- La filière et le volume de valorisation des contenants (bouteilles de gaz), le cas échéant.

Le tableau des statistiques et données de reporting est établi pour chaque année civile N d'exécution de l'accord-cadre et est transmis au plus tard le 1<sup>re</sup> février de l'année suivante.

Par ailleurs, le titulaire fournit à l'occasion des comités contractuels une synthèses consolidées de ces données de reporting.

---

## Article 4 - Comitologie

---

Les différentes réunions prévues par le marché peuvent se tenir par tout moyen.

### 4.1 Réunion de lancement

---

Sous un délai maximum **d'un (1) mois** à compter de la date de notification du marché, une première réunion de lancement du marché se tient avec le Titulaire dans les locaux de la DGDDI à Montreuil (93) ou dans les locaux du Titulaire (selon les circonstances, elle peut être réalisée en présentiel, en visioconférence ou en audioconférence).

La date est fixée par l'acheteur, en concertation avec le Titulaire. Elle est communiquée dès que possible au Titulaire, aux coordonnées fixées dans son offre.

L'objectif de cette première réunion est de fixer les modalités d'organisation du marché et de présenter les représentants des deux (2) parties en charge de l'exécution du marché et de son suivi.

Lors de ce premier comité, le Titulaire présente, notamment, les grandes lignes de son organisation et les moyens mis en place pour l'exécution du marché, les procédures à respecter par le personnel de la douane, du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants.

Au plus tard dans **les cinq (5) jours ouvrés** suivant la fin de cette réunion de lancement, un compte-rendu établi par le titulaire sera transmis à l'acheteur pour validation du contenu des échanges et des conclusions émises entre les parties lors de cette réunion.

## 4.2 Comités contractuels

---

En cours d'exécution, un comité contractuel est convoqué annuellement et peut l'être occasionnellement après concertation entre le Titulaire et la DGDDI. Ce comité peut se tenir par tout moyen.

Le comité contractuel a pour objet :

- D'analyser l'avancement contractuel des prestations du Titulaire (bons de commande, livrables, montants payés et en cours de paiement);
- D'analyser les points ouverts sur les aspects contractuels et juridiques et prendre les décisions associées ;
- L'arbitrage des points soulevés par le pilotage opérationnel ayant un impact contractuel.

À ce titre, le Titulaire transmettra, **cinq (5) jours ouvrés** au plus tard avant la tenue du comité, un support de présentation, par courriel (à l'adresse [dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr)). Ce support récapitule l'ensemble des commandes adressées au Titulaire et leur état d'avancement ainsi que toutes difficultés dans l'exécution du marché.

À l'issue de ce comité contractuel, un compte-rendu est dressé par le Titulaire du marché et transmis par courriel à l'acheteur pour validation à l'adresse suivante : [dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr), dans un délai de **5 (cinq) jours ouvrés maximum**.

## 4.3 Comité contractuel de fin de marché

---

En fin d'exécution du marché, au plus tard **soixante (60) jours calendaires** avant la date d'échéance du marché, est effectué – dans le cadre de ce comité – un bilan de l'exécution de l'accord-cadre.

En amont de cette réunion et au plus tard **trois (3) jours ouvrés maximum** avant sa tenue, le Titulaire adresse le document support à l'Administration, par courriel, à l'adresse suivante : [dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr).

Au cours de ce comité, le Titulaire présente le rapport final du marché, constitué notamment de l'état des événements techniques majeurs survenus pendant la période d'exécution du marché et de ses observations/remarques.

À l'issue de ce comité contractuel, un compte-rendu est dressé par le Titulaire du marché et transmis par courriel à l'acheteur pour validation dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés maximum**.

---

## Article 5 - Lieux d'exécution

---

### Pour le lot n°1 :

Le contrat est exécuté dans les locaux du titulaire ainsi que sur les sites douaniers ou sur les sites des prestataires de la douane où sont entreposées les bouteilles de gaz à collecter. Ainsi, les opérations de collecte des bouteilles de gaz peuvent avoir lieu dans les locaux de la douane ou sur des sites désignés par l'acheteur.

Dans tous les cas, le bon de commande précise le lieu exact de collecte des bouteilles pour l'exécution des prestations.

### **Pour le lot n° 2 :**

Le contrat est exécuté sur les sites douaniers où sont situés les bouteilles de gaz à collecter, ainsi que dans les locaux du titulaire où sont stockées les bouteilles de gaz. Les opérations de collecte des bouteilles de gaz peuvent avoir lieu dans les locaux de la douane ou sur des sites désignés par l'acheteur.

Dans tous les cas, le bon de commande précise le lieu exact de collecte des bouteilles pour l'exécution des prestations.

---

## **Article 6 - Nature des prestations**

---

Le présent marché couvre expressément l'ensemble des gaz et substances suivants :

- Les gaz à effet de serre fluorés, qu'ils se présentent isolément ou en mélange, visés par le règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;
- Les substances appauvrissant la couche d'ozone, qu'elles se présentent isolément ou en mélange, visées par le règlement (UE) 2024/590 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Toute activité liée à la manipulation, la récupération, le transport, le stockage, le reconditionnement, l'analyse ou la destruction de ces substances est réputée incluse dans le périmètre du marché.

### **6.1 Périmètre des prestations du lot n° 1**

---

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est en charge de réaliser les prestations ci-après qui se décomposent de la façon suivante :

- UO 1 : Collecte et transport de bouteilles de gaz ;
- UO 2 : Prestations de conditionnement des bouteilles de gaz ;
- UO 3 : Destruction des gaz

### **6.2 Périmètre des prestations du lot n° 2**

---

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est en charge de réaliser les prestations ci-après qui se décomposent de la façon suivante :

- UO 1 : Collecte et transport de bouteilles de gaz ;
- UO 2 : Prestations de conditionnement des bouteilles de gaz ;
- UO 3 : Stockage sécurisé des bouteilles de gaz ;
- UO 4 : Prestation de Réversibilité.

---

## Article 7 - Description des prestations du Lot n° 1

---

### 7.1 Cadrage de la prestation

---

Dès la notification du marché, l'acheteur et le titulaire échangent en vue d'établir les documents réglementaires nécessaires à l'exécution des prestations à savoir :

- La demande d'acceptation préalable (DAP);
- Le protocole de sécurité.

Afin de garantir la complétude et la conformité de ces documents, des réunions de cadrage peuvent être organisées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, en fonction des besoins identifiés.

Ces réunions ont pour objectif :

- De préciser les attendus techniques et réglementaires ;
- D'échanger sur les informations à intégrer dans les documents ;
- De valider les versions finales des documents avant le démarrage effectif des prestations.

#### 7.1.1 **Demande d'Acceptation Préalable et Certificat d'Acceptation Préalable**

En début de marché et pour l'ensemble des déchets gazeux relevant du périmètre du marché, une **demande d'acceptation préalable** (DAP) sera effectuée par l'acheteur.

Le titulaire devra, en retour, fournir un **certificat d'acceptation préalable** (CAP) daté et numéroté reprenant la nomenclature des déchets définis dans la demande d'acceptation préalable relevant du présent marché.

Cette demande d'acceptation préalable pourra être établie pour toute la durée du marché, soit quatre (4) ans, ou, à défaut, pour une durée minimale d'un (1) an. Dans ce dernier cas, la procédure est renouvelée tous les ans.

Le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la transmission de la demande d'acceptation préalable par l'acheteur pour fournir le certificat d'acceptation préalable.

#### 7.1.2 **Protocole de sécurité**

En début de marché, et préalablement à la réalisation des prestations, un protocole de sécurité sera établi entre les parties pour l'ensemble des opérations de chargement à venir, conformément aux articles R.4515-4 à R.4515-11 du Code du travail.

## **7.2 UO 1 - Collecte et transport des bouteilles de gaz**

---

### **7.2.1 Objet de la prestation**

La prestation attendue concerne l'enlèvement et le transport jusqu'au site de destruction de bouteilles contenant des gaz à effet de serre fluorés et des substances appauvrissant la couche d'ozone.

La prestation comprend les opérations suivantes :

- La collecte et l'enlèvement des bouteilles de gaz sur les sites désignés dans le bon de commande ;
- La manutention des bouteilles dans le respect des règles de sécurité, incluant l'utilisation de moyens adaptés (diables, chariots, équipements de levage, etc.) ;
- Le regroupement et le conditionnement des bouteilles sur les zones de préparation à l'enlèvement, dans le respect des consignes de sécurité ;
- Le chargement et le transport des bouteilles jusqu'au site de traitement agréé, selon la réglementation ADR ;
- L'établissement des documents de transport et réglementaires ;
- L'établissement du bordereau d'enlèvement ;
- L'établissement et la remise d'un Bordereau de Suivi de Déchet (BSD) provisoire au représentant du service douanier dans lequel étaient localisées les bouteilles.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur, un accès à la plateforme dématérialisée (trackdéchets) permettant l'accès au Bordereau de suivi de déchets (BSD). Le BSD pourra être signé électroniquement par le représentant du service douanier au moment de la collecte.

### **7.2.2 Exigences /caractéristiques**

L'acheteur pourra commander la prestation au fur et à mesure de ses besoins, par l'émission d'un bon de commande. Les interventions seront ensuite planifiées en accord avec les services utilisateurs responsables des sites où se trouvent les bouteilles et le titulaire.

Lorsque les bouteilles sont stockées chez le prestataire de la douane, le titulaire veille à respecter les délais de coordination fixés avec le prestataire de stockage afin d'assurer une collecte dans les conditions prévues. Il transmet en temps utile toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de l'opération. À défaut, il prend à sa charge les surcoûts engendrés par une reprogrammation.

Les bouteilles sont présumées en bon état et jugées transportables sans précaution particulière par l'acheteur sauf lorsque l'état de dégradation des bouteilles permet à l'acheteur de les juger transportables sous réserve qu'elles soient conditionnées notamment en sarcophage de sécurité.

Les bouteilles pourront se présenter sous différents volumes de conditionnement, exprimés en litres. (Capacité en eau).

Le choix du mode de transport des bouteilles devra être adapté à la quantité de bouteilles à transporter. Les unités d'œuvres (UO) du bordereau des prix comprennent tous les moyens de transport nécessaire à l'acheminement des bouteilles sur le site de destruction. Le titulaire devra être en mesure de présenter, au moment de la collecte, son autorisation à transporter les bouteilles.

Le titulaire devra mettre en œuvre les dispositions de sécurité adaptées aux opérations de chargement. Le personnel réalisant cette opération devra disposer de toutes les formations et habilitations nécessaires.

L'identification des emballages devra respecter les dispositions de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR).

Tout manquement en matière de sécurité dans le transport des bouteilles sera imputable au titulaire, qui sera seul responsable des conséquences de ces manquements.

### **7.2.3 Livrables**

A la suite des opérations de collecte des bouteilles de gaz, ces dernières sont transportées depuis les sites où elles sont localisées vers le site de traitement.

Les livrables attendus au terme de l'exécution de la prestation sont les suivants :

- Le bordereau de suivi des déchets dangereux provisoire permettant la traçabilité des produits depuis la collecte jusqu'à l'élimination ;
- Le bordereau d'enlèvement.

A ce titre, le titulaire a l'obligation de remettre **sans délai** et à la fin de chaque intervention de collecte réalisée, un bordereau d'enlèvement (BE) à destination du site de la douane concerné.

Le bordereau d'enlèvement doit également faire l'objet d'une transmission, par tout moyen permettant d'attester de manière certaine de la date et l'heure de réception dans un délai de **quarante-huit (48) heures maximums** au service de la douane ayant émis le bon de commande et aux adresses suivantes : [dg-comint2@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-comint2@douane.finances.gouv.fr) et [dg-jcf-environnement@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-jcf-environnement@douane.finances.gouv.fr) dès la fin de chaque intervention de collecte réalisée.

Ce document permet ainsi d'assurer le transfert de responsabilité de la douane vers le titulaire du marché et atteste du nombre de bouteilles récupérées auprès de la douane.

Le bordereau d'enlèvement doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Identification du titulaire (ou de l'entreprise mandatée pour le transport) ;
- Identification du site de la douane concerné ou de son prestataire ;
- Nombre de bouteille de gaz récupéré ;
- Nature des gaz concernées ;
- Date, heure et lieux de la collecte ;
- Signatures de l'interlocuteur douane ou de son prestataire stockant les bouteilles devant être récupérées, et de l'interlocuteur du titulaire

Tous les livrables remis au titre de la réalisation des prestations doivent être obligatoirement rédigés en français.

Les modalités de vérification et de réception des livrables s'exécutent conformément à l'article 7.2 du CCAP.

### **7.2.4 Délais d'exécution de la prestation**

Le délai de réalisation de la prestation et de remise des livrables est de **dix (10) jours ouvrés maximum** pour la France métropolitaine et **vingt (20) jours ouvrés maximum** pour les DROM COM à compter de l'émission du bon de commande.

Lorsque les bouteilles sont stockées chez le prestataire de la douane, le délai d'intervention pour la collecte des bouteilles est suspendu dans les cas suivants :



- Si l'acheteur n'a pas notifié de préavis pour la restitution au prestataire de stockage. Dans ce cas, le délai recommence à courir dès la fin du délai de préavis de restitution émis par l'acheteur ;

Si le prestataire de stockage informe qu'il n'est pas en mesure de mettre les bouteilles à disposition. Dans ce cas, le délai recommence à courir à compter de la notification par le prestataire de stockage de la disponibilité des bouteilles.

## **7.3 UO 2 - Conditionnement des bouteilles de gaz**

---

### **7.3.1 Objet de la prestation/description**

Lorsque l'état d'une ou plusieurs bouteilles de gaz ne permet pas leur transport en l'état, en raison d'une absence d'identification des gaz ou de détériorations visibles (corrosion avancée, fuites présumées, etc.), une opération de conditionnement spécifique devra être réalisée en amont de leur enlèvement.

La prestation de conditionnement comprend notamment :

- L'analyse et identification des gaz par prélèvement, si nécessaire ;
- L'évaluation visuelle et sécuritaire de l'état des bouteilles, sur la base des informations transmises par l'acheteur (photos, localisation, contexte) ;
- La fourniture et la mise en œuvre d'un dispositif de confinement adapté, tel qu'un sarcophage de sécurité, une cage grillagée renforcée ou tout autre contenant homologué conforme à la réglementation ADR pour matières dangereuses ;
- La fermeture et l'étiquetage du contenant, incluant les marquages de danger obligatoires, les documents d'identification et les consignes de manipulation ;
- La préparation au transport, en assurant la stabilité, la protection et le calage des bouteilles conditionnées conformément aux normes en vigueur.

Cette opération doit être réalisée par du personnel qualifié, formé au conditionnement de gaz sous pression, dans le respect des procédures de sécurité et des prescriptions de l'ADR applicables aux déchets dangereux.

### **7.3.2 Exigences/caractéristiques**

Avant une opération de collecte, il peut être demandé qu'un chimiste du prestataire intervienne afin de réaliser une identification du gaz ou un conditionnement des bouteilles, notamment en sarcophage de sécurité, pour permettre leur transport en respectant la réglementation ADR.

La prestation du chimiste est facturée au forfait. Elle correspond soit à une demi-journée (½ journée), soit à une journée de travail effectif.

Le forfait demi-journée correspond à une durée de travail inférieure ou égale à quatre (4) heures.

Le forfait journée correspond à une durée de travail supérieure à quatre (4) heures et allant jusqu'à un maximum de sept (7) heures de travail effectif.

Le titulaire fournit tous les moyens et équipements nécessaires pour la réalisation des opérations de conditionnement des bouteilles et leur transport.



### 7.3.3 Livrables

À l'issue de chaque intervention de conditionnement, le titulaire devra remettre à l'acheteur un rapport d'intervention (RI), comprenant les éléments suivants :

- Date et lieu de l'intervention ;
- Identification du site utilisateur concerné ;
- Nombre et type de bouteilles conditionnées ;
- Nature des gaz concernées ;
- État constaté des bouteilles avant conditionnement (avec mention des anomalies : corrosion, fuites, absence de bouchon, etc.) ;
- Type de contenant utilisé pour le conditionnement (sarcophage, cage grillagée, etc.) avec référence éventuelle à l'homologation ADR ;
- Heure de début et de fin de l'intervention ;
- Nom et signature de l'intervenant ayant réalisé l'opération.

A ce titre, le titulaire a l'obligation de remettre sans délai et à la fin de chaque intervention réalisée, le rapport d'intervention au représentant du service des douanes du site concerné.

Le rapport d'intervention est transmis à la douane par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception dans un **délai quarante-huit (48) heures maximums** à compter de la fin de chaque opération de conditionnement.

Tous les livrables remis au titre de la réalisation des prestations doivent être obligatoirement rédigés en français.

Les modalités de vérification et de réception des livrables s'exécutent conformément à l'article 7.3 du CCAP.

### 7.3.4 Délais d'exécution de la prestation

Le délai de réalisation de la prestation est de **dix (10) jours ouvrés maximum** pour la France métropolitaine et **vingt (20) jours ouvrés maximum** pour les DROM à compter de l'émission du bon de commande.

## 7.4 UO 3 – Prestation de destruction de gaz

---

### 7.4.1 Objet de la prestation/description

La prestation consiste en la destruction des bouteilles contenant des gaz à effet de serre fluorés (tels que les HFC, PFC, SF6) et/ou des substances appauvrissant la couche d'ozone (telles que les CFC ou HCFC), dans le respect des réglementations environnementales et de sécurité en vigueur.

La prestation comprend les opérations suivantes :

- La réception et l'identification des bouteilles de gaz à détruire ;
- La destruction des gaz contenus, par un procédé assurant une destruction complète sans rejet nocif, conformément aux normes applicables ;
- L'émission d'une attestation de traitement (certificat de destruction) des gaz.

### 7.4.2 Exigences/caractéristiques

Le titulaire devra détruire tous les types de gaz à effet de serre fluorés et/ou substances appauvrissant la couche d'ozone, qu'ils se présentent isolément ou en mélange.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

La destruction est entendue au sens des règlements 2024/573 et 2024/590 comme le processus qui consiste à transformer ou à décomposer, de manière permanente et aussi complètement que possible, un gaz à effet de serre fluoré ou une substance appauvrissant la couche d'ozone en une ou plusieurs substances stables qui ne sont pas des gaz à effet de serre fluorés ou des substances appauvrissant la couche d'ozone.

Les sites prévus pour la destruction des gaz doivent faire l'objet d'une autorisation au titre de la réglementation **des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)** en France ou d'une autorisation équivalente pour les autres Etats.

L'accès à la plateforme dématérialisée (trackdéchets) doit permettre à l'acheteur de consulter le Bordereau de suivi de déchets (BSD) et d'assurer la traçabilité des déchets.

### 7.4.3 Livrables

A la fin des opérations de destruction, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'acheteur une attestation de traitement ainsi que le bordereau de suivi des déchets finalisé.

Ce document permet de confirmer la bonne exécution et l'achèvement effective des prestations.

L'attestation de traitement mentionne à *minima* :

- L'identification du titulaire (ou de l'entreprise mandatée pour l'élimination) ;
- L'adresse de localisation du site d'élimination ;
- Le nombre bouteilles de gaz ayant fait l'objet d'une élimination ;
- La nature des gaz concernés ayant fait l'objet d'une élimination ;
- La provenance des bouteilles de gaz ;
- L'indication de la date de traitement.

Le titulaire transmet également tout document obligatoirement prévu par la réglementation entrant dans le périmètre des prestations d'élimination des déchets dangereux.

Tous les livrables remis au titre de la réalisation des prestations doivent être obligatoirement rédigés en français.

Les modalités de vérification et de réception des livrables s'exécutent conformément à l'article 7.4 du CCAP.

#### **7.4.4 Délais d'exécution de la prestation**

Le titulaire dispose **d'un délai maximum de cinq (5) mois** à compter de l'émission du bon de commande pour procéder à la destruction des gaz dans le respect des normes en vigueur et transmettre l'attestation de traitement. Il devra justifier de cette destruction auprès de l'acheteur par la transmission de l'attestation traitement par tout moyen permettant d'attester de manière certaine de la date de réception.

---

## **Article 8 - Description des prestations du Lot n° 2**

---

### **8.1 Cadrage de la prestation**

---

En début de marché, et préalablement à la réalisation des prestations, un protocole de sécurité sera établi entre les parties pour l'ensemble des opérations de chargement à venir, conformément aux articles R.4515-4 à R.4515-11 du Code du travail.

### **8.2 UO 1 - Collecte et transport des bouteilles de gaz**

---

#### **8.2.1 Objet de la prestation/description**

La prestation attendue concerne la collecte et le transport jusqu'au site de stockage de bouteilles contenant des gaz à effet de serre fluorés et des substances appauvrissant la couche d'ozone.

La prestation comprend les opérations suivantes :

- La collecte et l'enlèvement des bouteilles de gaz sur les sites désignés dans le bon de commande ;
- La manutention des bouteilles dans le respect des règles de sécurité, incluant l'utilisation de moyens adaptés (diabes, chariots, équipements de levage, etc.) ;
- Le regroupement et le conditionnement des bouteilles sur les zones de préparation à l'enlèvement, dans le respect des consignes de sécurité ;
- Le chargement et le transport des bouteilles jusqu'au site de stockage, selon la réglementation ADR ;
- L'établissement des documents de transport ;
- L'établissement du bordereau d'enlèvement.

#### **8.2.2 Exigences/caractéristiques**

L'acheteur pourra commander la prestation au fur et à mesure de ses besoins, par l'émission d'un bon de commande. Les interventions seront ensuite planifiées en accord avec les services utilisateurs responsables des sites où se trouvent les bouteilles et le titulaire.

Les bouteilles pourront se présenter sous différents volumes de conditionnement, exprimés en litres (Capacité en eau).

Le choix du mode de transport des bouteilles devra être adapté à la quantité de bouteilles à transporter. Les unités d'œuvres (UO) du bordereau des prix comprennent tous les moyens de transport nécessaire à l'acheminement des bouteilles sur le site de stockage. Le titulaire devra être en mesure de présenter, au moment de la collecte, son autorisation à transporter les bouteilles.

Le titulaire devra mettre en œuvre les dispositions de sécurité adaptées aux opérations de chargement. Le personnel réalisant cette opération devra disposer de toutes les formations et habilitations nécessaires.

L'identification des emballages devra respecter les dispositions de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR).

Tout manquement en matière de sécurité dans le transport des bouteilles sera imputable au titulaire, qui sera seul responsable des conséquences de ces manquements.

Les bouteilles de gaz doivent être stockées en toute sécurité et dans le respect des normes afin d'éviter toute fuite, explosion, départ de feu ou intoxication.

### **8.2.3 Livrables**

A la suite des opérations de collecte des bouteilles de gaz, ces derniers sont transportés depuis les sites où ils sont localisés vers le site de stockage.

A ce titre, le titulaire a l'obligation de remettre sans délai et à la fin de chaque intervention de collecte réalisée, un bordereau d'enlèvement (BE) à destination du site de la douane concerné.

Le bordereau d'enlèvement doit également faire l'objet d'une transmission, par tout moyen permettant d'attester de manière certaine de la date et l'heure de réception dans un délai de **quarante-huit (48) heures maximums** au service de la douane ayant émis le bon de commande et aux adresses suivantes : [dg-comint2@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-comint2@douane.finances.gouv.fr) et [dg-jcf-environnement@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-jcf-environnement@douane.finances.gouv.fr) dès la fin de chaque intervention de collecte réalisée.

Ce document permet ainsi d'assurer le transfert de responsabilité de la douane vers le titulaire du marché et atteste de la récupération des bouteilles auprès de la douane.

Le bordereau d'enlèvement doit obligatoirement porter les mentions suivantes :

- Identification du titulaire (ou de l'entreprise mandatée pour le transport) ;
- Identification du site de la douane concerné ;
- Nombre de bouteille de gaz récupéré ;
- Nature des gaz concernées ;
- Date, heure et lieux de la collecte ;
- Signatures de l'interlocuteur douane et de l'interlocuteur du titulaire.

Tous les livrables remis au titre de la réalisation des prestations doivent être obligatoirement rédigés en français.

Les modalités de vérification et de réception des livrables s'exécutent conformément à l'article 7.2 du CCAP.

### **8.2.4 Délais d'exécution de la prestation**

Le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés maximum** pour réaliser la collecte des bouteilles en France métropolitaine et **vingt (20) jours ouvrés maximum** pour les DROM à compter de l'émission du bon de commande.

## 8.3 UO 2- Conditionnement des bouteilles de gaz

---

### 8.3.1 Objet de la prestation/description

Lors de la collecte des bouteilles de gaz pour stockage, une opération de conditionnement spécifique peut s'avérer nécessaire en amont de leur enlèvement, notamment lorsqu'une identification des gaz ou une mise sur palette est requise.

La prestation de conditionnement comprend notamment :

- L'évaluation visuelle et sécuritaire de l'état des bouteilles, sur la base des informations transmises par l'acheteur (photos, localisation, contexte);
- L'analyse et identification des gaz par prélèvement, si nécessaire ;
- La fourniture et la mise en œuvre d'un dispositif de palettisation ou tout autre contenant homologué conforme à la réglementation ADR pour matières dangereuses, le cas échéant ;
- La fermeture et l'étiquetage du contenant, incluant les marquages de danger obligatoires, les documents d'identification et les consignes de manipulation ;
- La préparation au transport, en assurant la stabilité, la protection et le calage des bouteilles conditionnées conformément aux normes en vigueur.

Cette opération doit être réalisée par du personnel qualifié, formé au conditionnement de gaz sous pression, dans le respect des procédures de sécurité et des prescriptions de l'ADR.

### 8.3.2 Exigences/caractéristiques

Avant une opération de collecte, il peut être demandé qu'un chimiste du prestataire intervienne afin de réaliser une identification du gaz ou un conditionnement des bouteilles pour permettre leur transport en respectant la réglementation ADR.

La prestation du chimiste est facturée au forfait. Elle correspond soit à une demi-journée (½ journée), soit à une journée de travail effectif.

Le forfait demi-journée correspond à une durée de travail inférieure ou égale à quatre (4) heures.

Le forfait journée correspond à une durée de travail supérieure à quatre (4) heures et allant jusqu'à un maximum de sept (7) heures de travail effectif.

Le titulaire fournit tous les moyens et équipements nécessaires pour la réalisation des opérations de conditionnement des bouteilles et leur transport.

### 8.3.3 Livrables

À l'issue de chaque intervention de conditionnement, le titulaire devra remettre à l'acheteur un rapport d'intervention (RI), comprenant les éléments suivants :

- Date et lieu de l'intervention ;
- Identification du site utilisateur concerné ;
- Nombre et type de bouteilles conditionnées ;
- Nature des gaz concernées ;
- État constaté des bouteilles avant conditionnement (avec mention des anomalies : corrosion, fuites, absence de bouchon, etc.) ;
- Type de contenant utilisé pour le conditionnement, le cas échéant ;
- Heure de début et de fin de l'intervention ;
- Nom et signature de l'intervenant ayant réalisé l'opération.

Le rapport d'intervention est transmis à la douane par tout moyen permettant de donner date certaine de la réception dans un délai maximum de **quarante-huit (48) heures** à compter de la fin de l'opération et ce pour les opérations réalisées en France métropolitaine et dans les DROM.

Tous les livrables remis au titre de la réalisation des prestations doivent être obligatoirement rédigés en français.

Les modalités de vérification et de réception des livrables s'exécutent conformément à l'article 7.3 du CCAP.

### 8.3.4 Délais d'exécution de la prestation

Le délai de réalisation de la prestation est de **dix (10) jours ouvrés maximum** pour la France métropolitaine et **vingt (20) jours ouvrés maximum** pour les DROM à compter de l'émission du bon de commande.

## 8.4 UO 3 – Stockage sécurisé des bouteilles de gaz

---

### 8.4.1 Objet de la prestation/description

La prestation consiste à assurer le stockage sécurisé des bouteilles de gaz collectées, dans le respect des exigences réglementaires applicables aux matières dangereuses.

La prestation comprend les opérations suivantes :

- La réception et l'identification des bouteilles de gaz à leur arrivée sur le site de stockage ;
- Le stockage sécurisé des bouteilles dans une zone dédiée, sécurisée, ventilée et conforme aux normes en vigueur ;
- La traçabilité des entrées et sorties, avec tenue à jour d'un registre ou d'un inventaire ;
- Mise à disposition des bouteilles pour restitution dans des conditions garantissant la sécurité, la conformité réglementaire et la préparation logistique nécessaire ;
- L'émission d'un bordereau d'expédition.

Dans tous les cas, avant toute intervention, un échange préalable est réalisé entre l'acheteur et le titulaire afin de planifier la collecte des bouteilles.

### 8.4.2 Exigences/caractéristiques

Les sites prévus pour le stockage des bouteilles de gaz doivent faire l'objet d'une autorisation au titre de la réglementation des **installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)** en France ou d'une autorisation équivalente pour les autres Etats. Ces sites doivent être situés au sein de l'Union européenne.

Le titulaire devra tenir un inventaire des bouteilles stockées, assurant la traçabilité des entrées et sorties. Cet inventaire sera transmis à l'acheteur de façon régulière, trimestriellement, et sur simple demande. L'inventaire inclut notamment :

- Le nombre de bouteilles (palette) et le type de gaz,
- La date d'entrée des bouteilles,
- L'état et la localisation du site de stockage.

Si cet inventaire est réalisé à l'aide d'un outil informatique, le titulaire met à disposition de l'acheteur un ou plusieurs accès à la plateforme, afin de garantir le suivi et la traçabilité des stocks.

A l'issue du stockage, l'acheteur informe le prestataire de son intention de récupérer tout ou partie des bouteilles stockées par le biais d'un préavis de restitution. Le préavis de restitution est transmis par l'acheteur par tout moyen permettant d'attester de manière certaine de la date et l'heure de réception.

Le titulaire **organise la restitution des bouteilles** dans les conditions garantissant la sécurité et la préparation logistique nécessaire.

À chaque demande de restitution, le titulaire devra notifier à l'acheteur, et à son prestataire si nécessaire, la disponibilité des bouteilles, en précisant la date à partir de laquelle celles-ci pourront être enlevées.

L'acheteur met un terme à la commande de stockage par le biais d'un préavis de restitution. Les frais de stockage relatifs aux bouteilles concernées par ce préavis restent dus jusqu'à leur enlèvement effectif.

Le titulaire devra être couvert par une assurance adaptée couvrant les risques liés au stockage de matières dangereuses, incluant les dommages aux tiers et à l'environnement. Toute défaillance ou accident lié à un manquement aux règles de sécurité engagera la responsabilité du titulaire.

#### **8.4.3 Livrables**

A l'issue du stockage des bouteilles de gaz, ces derniers sont restitués à l'acheteur ou à son prestataire qui en assure le transport depuis les sites où ils sont localisés vers un site désigné.

A ce titre, le titulaire a l'obligation de remettre sans délai et à la fin de chaque opération de restitution réalisée, un bordereau d'expédition (BEX) à destination du site de la douane concerné.

Le bordereau d'expédition doit également faire l'objet d'une transmission, par tout moyen permettant d'attester de manière certaine de la date et l'heure de réception dans un délai de **quarante-huit (48) maximums** au service de la douane ayant émis le bon de commande et aux adresses suivantes : [dg-comint2@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-comint2@douane.finances.gouv.fr) et [dg-jcf-environnement@douane.finances.gouv.fr](mailto:dg-jcf-environnement@douane.finances.gouv.fr) dès la fin de chaque opération de restitution.

Le bordereau d'expédition doit obligatoirement porter les mentions suivantes :

- Identification du titulaire ;
- Identification du site concerné ;
- Nombre de bouteille de gaz restituées ;
- Nature des gaz concernées ;
- Date, heure et lieux de la restitution des bouteilles (sortie effective du stock) ;
- Signatures du représentant de la douane ou de son prestataire et de l'interlocuteur du titulaire.

**Le bordereau d'expédition transmis doit correspondre au bordereau d'enlèvement remis par le transporteur qui réalise la collecte des bouteilles.**

Ce document permet de confirmer la bonne exécution et l'achèvement effectif des prestations.

Tous les livrables remis au titre de la réalisation des prestations doivent être obligatoirement rédigés en français.

Les modalités de vérification et de réception des livrables s'exécutent conformément à l'article 7.5 du CCAP.

#### **8.4.4 Délais d'exécution de la prestation**

Le titulaire devra mettre les bouteilles à disposition de l'acheteur ou de son prestataire dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés maximum** à compter du préavis de restitution émis par l'acheteur.



## 8.5 UO4- Prestation de Réversibilité

---

### 8.5.1 Objet de la prestation /description

Après l'émission d'un bon de commande par l'acheteur, et dans le délai imparti, le Titulaire met à disposition de l'acheteur ou de son prestataire l'ensemble des bouteilles de gaz stockées sur ses sites, afin de permettre leur transfert sécurisé vers le nouvel opérateur désigné par l'acheteur.

La prestation de réversibilité comprend :

- La mise à disposition d'un inventaire détaillé et actualisé des bouteilles stockées (nature, quantité, numéro de série ou de lot, classification réglementaire, état, localisation) ;
- L'établissement d'un plan de réversibilité et le planning afférent ;
- La mise à disposition des bouteilles pour restitution dans des conditions garantissant la sécurité, la conformité réglementaire et la préparation logistique nécessaire ;
- L'établissement d'un Procès-Verbal de Réversibilité.

Cette prestation peut être mise en œuvre soit à l'échéance normale de l'accord-cadre soit au moment de sa résiliation.

### 8.5.2 Exigences/caractéristiques

Avant la fin de validité de l'accord-cadre, l'acheteur peut émettre un bon de commande de réversibilité.

L'acheteur communique au titulaire ses besoins et se coordonne avec ce dernier afin d'organiser la future reprise des prestations par le nouveau prestataire.

Le titulaire remet, dans un délai de **15 jours ouvrés** à compter de l'émission du bon de commande, à l'acheteur un plan de réversibilité dont la durée d'exécution ne pourra excéder **trois (3) mois maximum**.

Le plan de réversibilité comporte à minima :

- Un inventaire détaillé et actualisé des bouteilles stockées ;
- Le planning afférent ;
- L'identification des personnes en charge de l'exécution de la réversibilité.

#### 8.5.2.1 Initialisation de la phase de réversibilité

L'acheteur organise avec l'ensemble des parties des réunions afin de cadrer l'organisation des travaux de réversibilité et valider le plan de réversibilité. Ces réunions font l'objet d'un ordre du jour et d'un support, rédigés par le Titulaire.

A l'issue de ces réunions, les comptes rendus, rédigés par le Titulaire, sont transmis à l'acheteur dans un délais de **trois (3) jours ouvrés maximum**.

#### 8.5.2.2 Transfert de la prestation

Le plan de réversibilité doit prendre en compte la période de transfert de la prestation vers un autre prestataire. Il est exécuté en collaboration entre l'acheteur, le titulaire et le ou les nouveaux titulaires.

Le Titulaire s'engage à :

- Garantir la disponibilité de ses équipes jusqu'à la finalisation du transfert ;
- Maintenir les bouteilles en état de sécurité et de conformité réglementaire jusqu'à leur remise effective ;
- Apporter toute l'assistance nécessaire à la bonne fin de l'opération.

#### 8.5.3 Livrables

Les livrables attendus au titre de l'exécution de la prestation sont les suivants :

- Le plan de réversibilité ;
- Le bordereau d'enlèvement ;
- Le procès-verbal de réversibilité ;
- Les comptes rendus de réunion.

Pour chaque restitution, le titulaire fournit un bordereau d'enlèvement conformément à l'article 8.3.3 du présent CCTP.

À l'issue du transfert de l'ensemble des bouteilles répertoriées dans le plan de réversibilité, le titulaire transmet à l'acheteur un Procès-Verbal de Réversibilité.

Ce document permet de confirmer la bonne exécution et l'achèvement effectif des prestations.

Tous les livrables remis au titre de la réalisation des prestations doivent être obligatoirement rédigés en français.

Les modalités de vérification et de réception des livrables s'exécutent conformément à l'article 7.6 du CCAP.

#### 8.5.4 Délais d'exécution de la prestation

Le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours ouvrés maximum** à compter de l'émission du bon de commande de réversibilité pour remettre à l'acheteur un plan de réversibilité.

Après validation du plan de réversibilité, le titulaire dispose d'un délai de **trois (3) mois maximum**, à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage validant le plan de réversibilité, pour mettre en œuvre l'ensemble des opérations de transfert des bouteilles identifiées au titre de la prestation de réversibilité.